CHRU Besançon

Besançon, le 11 octobre 2022

Solidarité avec la révolte en Iran !



Depuis maintenant un mois, dans tout le pays, la population insurgée affronte une dictature féroce. Les morts se comptent par dizaines, les arrestations par milliers. Le 16 septembre, lors d'une arrestation par la police des mœurs au prétexte qu'une mèche de cheveux dépassait de son voile, une jeune femme, Mahsa Jina Amini, a été tuée au poste de police, ce qui a déclenché une révolte nationale.
De jeunes femmes d'abord, qui se sont dressées les premières contre le pouvoir, suivies de tous ceux dont les colères se sont accumulées en plus de quarante ans de dictature : minorités nationales, jeunesse, monde du travail et même des couches jusque-là privilégiées de l'Iran. Après l'explosion sociale cet été au Sri Lanka, ce qui se passe en Iran annonce d'autres tempêtes sociales.

« Femme, vie, liberté »

C'est le slogan des insurgées, scandé sous les balles dans les manifestations, et jusqu'ici en France lors des manifestations de soutien. Par dizaines de milliers, elles ont décidé que personne ne déciderait à leur place comment elles doivent s'habiller, ni surtout, ne leur dirait quoi faire de leur vie. De nombreux hommes, jeunes et anciens, se sont joints à leur combat.

Dès lors, cette déferlante révolutionnaire des femmes a révélé tout le courage des milieux populaires, l'inventivité d'une jeunesse à contrer la répression, contourner la censure, la solidarité de nombreux commerçants qui ferment leurs magasins, du Kurdistan jusqu'à Téhéran, la capitale. Les tirs à balles réelles des voltigeurs à moto dans les quartiers ouvriers et les bidonvilles, les arrestations et les tortures, rien n'arrête pour le moment ce soulèvement.

Les insurgées et leurs compagnons de lutte ne s'en prennent pas à la religion, mais à son clergé chiite, son hypocrisie qui laisse les brimades aux pauvres et la liberté aux gens bien nés. Ils luttent aussi contre l'inflation de plus de 60 % qui dévore des salaires de misère, souvent impayés, contre les privilèges et la corruption, pour le droit aux études et à la santé, une vie digne pour les anciens et la fin de la pauvreté.

Samedi 8 octobre les manifestations ont redoublé. Les premiers appels à la grève nous parviennent, et les travailleurs des raffineries d'Abadan, secteur stratégique, car l'Iran est un grand pays producteur de pétrole et de gaz, ont paralysé la moitié des sites. Les travailleurs commencent à entrer sur la scène politique sur leurs lieux de travail. Le bazar de Téhéran, le grand centre où se font toutes les affaires et les échanges, était fermé. Les gouvernements occidentaux regardent cela avec inquiétude, car ils savent que les mobilisations qui font tomber des régimes peuvent donner des idées ailleurs.

Nous sommes toutes et tous concernés

Alors une révolution ? Les nantis et mollahs de là-bas comme les nantis et gouvernants bien de chez nous semblent le craindre. Il semble que des voix officielles s'interrogent sur négocier plutôt que réprimer… Trop tard : du côté de la base de la société, il s'agit de renverser ce régime, de tourner la page.

Oui, bien sûr, les printemps arabes il y a dix ans ont été suivis de contre-révolutions. Et c'est une autre révolution qui avait renversé, en 1979, la dictature du Shah pour aboutir à celle de Khomeini et des mollahs, faute d'autres perspectives ouvertes par la gauche iranienne et les organisations ouvrières. Alors les périls sont grands, mais comme le clament les Iraniennes et Iraniens insurgés, *« nous n'avons rien à perdre »*.

Les étincelles qui couvaient sous les cendres ressurgissent ces derniers mois de par le monde, et l'incendie social menace plus que jamais les puissants.

Le pouvoir iranien pensait s'en sortir par les mensonges de sa propagande, les balles ne suffisant visiblement pas. Mais lors du journal télévisé du 9 octobre, vu par des millions d'Iraniens, une intervention vantant le Grand Guide Suprême a été coupée par de jeunes hackers, appelant au renversement du régime et dénonçant la répression.

Rien ne se passe comme prévu pour la dictature, tout devient possible, c'est aussi à cela qu'on reconnaît parfois les révolutions.

Du plus avec du moins

Le nouvel hélicoptère du CHU a été inauguré la semaine dernière. Plus rapide, plus grand, il permet de réduire le temps de prise en charge et d'améliorer la qualité des soins. Très bien.

S'il place tous les Francs-Comtois à moins de vingt minutes de l'hôpital, on espère juste qu'il n'est pas là pour remplacer les Smur périphériques.

N'oublions pas que l'actuel chef de service, avec l'accord de la direction, a récemment réduit l'offre de soins, faisant passer les équipes Smur de trois à deux, même jusqu'à un.

N'oublions pas que le rôle des ambulancier.e.s qui font partie du trinôme (médecin, infirmière, ambulancier.e) disparaît puisqu'il ou elle reste à terre quand l'hélico vole.

Voilà une politique de santé qui vole bien bas.

Limitation des hospitalisations

La direction intime à nouveau aux médecins de limiter les hospitalisations programmées pour prendre en charge les patient.e.s des urgences. Quelle que soit la pathologie.

Comme l'écrit une infirmière du CHU : *« Les fermetures d'établissements, de lits et de services dans les hôpitaux ne sont pas conjoncturelles, elles sont organisées par le biais de décisions politiques et applications RH de toute nature instaurant un environnement de travail insoutenable pour nombres d'entre nous, soignants, logistiques, médicaux. Le personnel se sauve (la peau). Les dirigeants de la fonction publique hospitalière ne se gênent pas pour fustiger tous ces gens qui délaissent le service public ou ne souhaitent pas y entrer, alors qu'en fait ils ont bien tout ficelé pour atteindre leurs objectifs qui, ne l'oublions pas, étaient énoncés : réduction des lits d'hôpitaux, réduction des services publics tout en faisant une belle place au soin du privé lucratif. »*

Vie chère, urgence climatique, retraites : saisissons-nous de la marche du 16 octobre !

Personne n'est épargné par la politique macroniste qui dégrade nos revenus, nos conditions de travail et le droit fondamental de toutes et tous à une vie digne.

Les attaques contre l'assurance chômage et les retraites sont les derniers épisodes de cette politique qui consiste à faire payer au peuple les cadeaux faits aux nanti.e.s. Sans jamais mettre à contribution les actionnaires et leurs super-profits, le gouvernement fait porter tout le poids de la crise sur le dos des travailleuses et travailleurs.

Cette situation ne peut plus durer. Les actions se multiplient dans de nombreux secteurs. Nos luttes sont le rapport de force indispensable face à cette politique. Ne comptons que sur nous-mêmes ! L'appel à une grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique à Paris le dimanche 16 octobre s'inscrit dans la continuité des mobilisations.

Participons à cette marche pour amplifier la mobilisation contre la politique de Macron et exiger tout de suite et partout l'augmentation générale des salaires !

Raffineries en grève

Plusieurs raffineries de pétrole et dépôts sont en grève pour des augmentations de salaire. Leurs issues sont bloquées par des grévistes. Les files d'attente s'allongent aux stations service et petit à petit tout le pays est touché par les pénuries d'essence.

C'est bien gênant de ne pas pouvoir faire le plein de son véhicule. Pourtant notre soutien à la grève doit être total (sans mauvais jeu de mot). D'autant que le gouvernement demande la réquisition des grévistes alors que TotalEnergies annonce un bénéfice de 16 milliards de dollars en 2021.

On se déplacera peut-être à pied ou à vélo, mais vive la grève des raffineurs !

Des recrutements en vue ?

Il y a longtemps, la formation continue permettait à des ASH de devenir AS et à des AS de devenir IDE. Depuis quelques mois déjà, il manque des aides-soignantes dans les blocs opératoires. Finalement, à la rentrée, la direction a décidé de faire appel au volontariat de quatre ASH, sans qu'elles soient payées plus et avec la promesse qu'elles seront formées ensuite, sans plus de précisions. Maintenant, il manque quatre ASH qu'il est urgent de recruter…

Droit de retrait au CHR d'Orléans

Pour la sixième fois depuis le début de l'année, les infirmières diplômées d'État et aides-soignantes du service des urgences du CHR d'Orléans ont exercé leur droit de retrait. Toujours pour la même raison : pas assez de personnel. Le problème concerne tous les hôpitaux et toue la santé.

C'est donc bel et bien à une lutte d'ensemble qu'il faut se préparer.

Pour prendre contact : cbnpa25@gmail.com

Ipns, ne pas jeter sur la voie publique